

Intervention de Nicolas Dupont-Aignan en clôture de la Convention Nationale organisée par Debout La République le 5 février 2011

INTRODUCTION

(Ne pas s'attarder sur le constat, mais offrir un nouvel espoir)

Chers amies, chers compagnons,

L'intervention de Luc Ferry – et il nous a dressé un tableau tout aussi brillant que dramatique de la progression de l'illettrisme en France - et les excellentes contributions des auteurs et praticiens qui ont accepté notre invitation aujourd'hui, suffisent - à elles seules - à nous faire comprendre que la situation est grave...

Elles suffisent à nous faire comprendre l'ampleur du problème.

Vous le vivez d'ailleurs au quotidien : vous êtes parents, grands-parents, oncles, tantes ... - et vous avez constaté comme nous tous l'évolution regrettable et inquiétante de notre Education nationale.

On pourrait aussi demander aux étudiants et lycéens de Debout les Jeunes – *bientôt rassemblés nombreux en Conseil National* - de témoigner des lacunes et des obstacles auxquels ils doivent faire face chaque jour, au collège, au lycée, à l'Université...

Ils nous diraient certainement combien le système est injuste, combien il favorise la reproduction sociale et combien l'ascenseur républicain est en panne !

Ils nous raconteraient aussi comment les moins favorisés, comment les plus pauvres d'entre eux - en fait - ont dû se battre pour gravir un à un des échelons qui étaient pourtant tellement si faciles à franchir pour d'autres, plus privilégiés qu'eux. Plus riches.

Alors aujourd'hui, face à l'évidence, permettez-moi de ne pas m'attarder sur le constat.

Le constat, nous venons de le voir, et il a été brillamment dressé ce matin. Je ne tiens pas à noircir encore plus le tableau.

Mon rôle, en revanche, comme député de la nation, et aujourd'hui aussi comme candidat à l'élection présidentielle de 2012 - je ne peux plus le cacher désormais, même dans une convention comme celle-ci – mon rôle, c'est de redonner espoir aux Français, c'est de proposer les solutions qui nous permettrons de nous en sortir tous ensemble,

Et ces solutions, je serai d'autant plus légitime à les apporter que je vais vous expliquer de façon très franche les causes du désastre actuel.

Je vais vous dévoiler aujourd'hui les véritables raisons de ce « massacre » perpétré dans l'Education nationale – « massacre », pour reprendre l'expression à la une du Point de la semaine dernière.

Laissez-moi donc vous dévoiler les tristes coulisses de ce massacre.

DEMONTER LES IDEES RECUES ET DEMASQUER LA LOGIQUE QUI EST A L'OEUVRE

Ce qui est sûr, tout d'abord, c'est que les coupables de ce fiasco terrible font tout pour ne pas être démasqués.

Ainsi, se propagent depuis 20 ans des idées reçues que je souhaite aujourd'hui démonter une à une.

Tout d'abord, pour mieux se défaire de leurs responsabilités, les tenants de la pensée unique nous expliquent que l'école serait en échec car elle n'a pas su se réformer. Combien de fois entendons-nous cette rengaine ?

Et bien je prétends au contraire que c'est exactement l'inverse. Depuis 30 ans, l'école a subi d'innombrables réformes. C'est un fait objectif.

Plus grave : d'une cohérence redoutable, ces réformes ont en pratique méthodiquement transformé l'école de la République en une véritable école « mai-68 ».

L'enfant roi y a sapé l'autorité du maître, l'utopie pédagogue s'est substituée au savoir sacré et le mérite par l'effort a sombré dans un laxisme compassionnel.

Cette école « mai 68 » est d'ailleurs admirablement incarnée par l'icône nationale Jack Lang, sempiternel ministre de l'éducation, dont la transgression ultime – vous le savez - fut de ne pas porter de cravate à l'Assemblée Nationale ! Oh, quel courage ! Quel acte subversif ! Un peu comme François Mitterrand, ministre des colonies, certes, mais qui se refusait à porter le casque colonial.

Les belles transgressions que voilà !

Mais la véritable transgression, Monsieur le ministre Jack Lang, la véritable transgression, elle aurait été d'apprendre aux enfants à lire.

Elle aurait été de leur apprendre à écrire et à compter ! Voilà, la véritable transgression. Voilà le véritable le courage républicain !

Alors certes, il est toujours plus facile de se montrer à la techno parade pour s'attirer les lumières médiatiques que de mettre son énergie réellement au service des générations futures.

Vous connaissez la boutade, avant le passage de Lionel Jospin (le faux rigoureux, le trotskiste de l'île de Ré) et de Jack Lang à l'Éducation, il était question - dans les problèmes de mathématiques soumis aux élèves – il était question de volumes, de sac de pommes de terres et de prix au kilo à déterminer pour atteindre le coût de revient. Bref, du calcul, et de la logique. Rien de plus normal. Mais après Jack Lang, en revanche, on ne demandait plus aux élèves de calculer quoi que ce soit, mais le même énoncé de mathématiques était suivi désormais de la question suivante : soulignez le mot « pomme de terre » et discutez-en, avec votre voisin.

Pas étonnant que le président de la Cour des comptes ne sache plus aujourd'hui combien font 7×9 – *vous l'avez peut-être entendu se tromper chez Bourdin (au passage, ça fait 63).*

En fait, Lionel Jospin et Jack Lang ont été à l'éducation nationale ce que la tempête Xynthia a été à la Vendée : un drame sans précédent.

Alors face à un tel constat, on pourrait se dire : « la gauche, quelle catastrophe » !

Mais ce qui est terrible, c'est qu'on ne peut même pas dire cela. Car cela serait malheureusement aller bien trop vite en besogne et oublier combien la formule « UMPS » caractérise à merveille l'alliance des bobos et des libéraux, qui dans le domaine de l'Éducation nationale comme ailleurs, a fait des ravages.

Ainsi, aujourd'hui nous avons affaire au digne successeur du grand Jack : j'ai nommé, Luc CHATEL ! On pensait avoir touché le fond, et bien CHATEL nous démontre qu'on peut toujours creuser sous une piscine. Ou plutôt, il nous prouve qu'on peut toujours aller plus loin dans le cynisme et la manipulation.

Ainsi, le nouveau ministre de l'éducation nationale nous explique qu'on doit désormais débiter l'enseignement de l'anglais dans les écoles dès l'âge de trois ans. Donc en gros, on doit apprendre l'anglais avant de savoir écrire en français.

Lorsque l'on entend ce que Luc Ferry nous a expliqué ce matin, comment peut-on imaginer sérieusement **une seule seconde** qu'un ministre nous explique qu'on va apprendre une seconde langue à des gamins sur les ruines de leur langue maternelle. Comment y croire ?!

C'est pourtant la triste réalité. Vous en avez cauchemardé ? Luc CHATEL l'a fait.

Mais bien sûr, apprendre l'anglais dès le plus jeune âge « ça fait bien ». Ça fait « chic ». Il est d'ailleurs très difficile de critiquer cette mesure sans passer pour un horrible « souverainiste ». C'est très malin ce qu'ils font : ils détournent l'attention – par des mesures *a priori* sympathiques - des baisses d'effectifs et des professeurs non remplacés en cours d'année, des classes qui sont laissées à l'abandon.

Exemple de la circonscription.

Et lorsque l'on demande au ministre comment on peut apprendre l'anglais à de si jeunes enfants sans embaucher des milliers d'enseignants ou d'assistants de langue supplémentaires, alors qu'on en est plutôt à la suppression de postes à la hache, CHATEL nous répond qu'il a la solution : les nouvelles technologies !

Ah, là encore, c'est malin ! Car comment s'opposer aux « nouvelles technologies » ?

Comme si un gamin de 3 ans qui ne parle déjà pas correctement sa langue maternelle, allait se construire grâce à un « Personal Computer » que l'Education nationale n'aura même pas les moyens d'entretenir...

Pa-thé-ti-que Luc CHATEL.

Mais le ministre, outre qu'il supprime à tour de bras les agrégations (lettres modernes, lettres classiques) et les CAPES exotiques (grec, latin : quel exotisme !),

Le ministre désormais nous sort de son chapeau que les chefs d'établissement méritants recevraient désormais des primes...

Pourquoi des primes ?

Et bien je vais vous donner la réponse : tout simplement parce qu'il les a chargés d'organiser la pénurie. Bien sûr, les chefs d'établissement ne sont nullement responsables de la pénurie d'enseignants : ils y sont de fait simplement confrontés. Et ils ne font que redistribuer, intelligemment ou non, les moyens dont ils disposent.

Nous avons là toute la méthode sarkozyste en action : on dresse les citoyens les uns contre les autres. Roms, juges, chefs d'établissement, on trouve toujours un coupable avec Nicolas Sarkozy.

C'est cette manière de gouverner, insupportable, que je n'ai cessé de dénoncer dès 2007 en quittant l'UMP. Luc CHATEL, l'un des ministres préféré du président applique à merveille cette méthode, cruelle au possible, le tout avec une tête de chien battu presque digne de celle d'Eric WOERTH.

Fort heureusement, les citoyens ne sont pas dupes, ils ont depuis longtemps démasqué le double langage du gouvernement dans tous les domaines, et la sanction des urnes sera terrible pour ceux qui ont trahi tant de millions d'électeurs qui avaient sincèrement cru en eux en 2007.

Alors tout simplement, et pour conclure sur le ministre, n'oublions pas que Luc CHATEL, c'est en 2011 – rien que pour cette année 2011 – tout bonnement 16 000 postes en moins.

Se débarrasser du gras, pourquoi pas. Mais Xavier Darcos m'avait déjà expliqué après ses propres réductions d'effectifs qu'il n'en pouvait plus, qu'on avait atteint l'os. Désormais, CHATEL s'attaque au nerf !

Et si l'on prend un peu de hauteur, on découvre un tableau encore plus perfide.

Car comprenons bien ce qu'il y a derrière ces coupes budgétaires. En fait, il y a derrière ces suppressions de postes une idéologie ultra libérale qui rejoint parfaitement les lubies libertaires que la gauche de Jack Lang - et de ses amis - a toujours défendus.

Il y a ni plus ni moins que la même alliance entre les bobos et les libéraux que celle qui permet au MEDEF – par exemple - de faire venir de la main d'œuvre bon marché sur notre territoire pour faire baisser les salaires, sous couvert de fraternité entre les peuples.

De la même manière, les bobos ont bonne conscience, et les libéraux font du business.

Qui sont les seuls qui en pâtissent ? Comme toujours, les classes populaires et les classes moyennes qui sont en train de se faire massacrer par ce gouvernement Fillon.

De la même manière qu'il est facile de défendre les sans-papiers quand on habite dans les beaux quartiers, et donc qu'on les voit jamais, il est encore plus facile de prôner l'anglais dès 3 ans à l'école quand on peut payer à ses enfants ACADOMIA tous les soirs, où les mettre dans les meilleures écoles privées.

C'est exactement le pacte dont nous parle Sophie Coignard dans son dernier livre, un « pacte immoral » scellé entre des élites mondialisés qui ne voient pas d'un mauvais œil la libéralisation de l'enseignement - tant que leurs enfants vont à Henri IV et font les meilleures prépas - et des pédagogues bobos libertaires, convaincus de promouvoir l'égalité des chances en tirant tout le monde au même niveau, c'est-à-dire vers le bas.

De même, toujours dans l'optique de rejeter la faute sur les autres, et de masquer la véritable nature de cette alliance tacite, on entend souvent dire que les professeurs seraient des conservateurs.

Là encore, j'ose dire que c'est totalement faux. Il nous faut arrêter de nous défausser sur les enseignants, et vous verrez d'ailleurs que c'est pourquoi nous les plaçons au centre des nos préoccupations et de la révolution que nous proposons pour 2012 dans l'Education nationale.

En fait, les enseignants ne font aujourd'hui qu'appliquer trop docilement les réformes stupides dont je vous parlais,

et ils tentent d'ailleurs bien souvent d'en limiter les dégâts comme ils le peuvent.

De plus en plus ils se font taper sur les doigts par des inspecteurs de l'Education nationale leurs reprochant d'en demander un peu trop aux élèves. C'est dire !

Une autre idée reçue que je veux abattre aujourd'hui : le redoublement devrait être supprimé, car il est néfaste.

En vérité, le redoublement a déjà quasiment disparu, et c'est précisément ce qui est néfaste.

Avec des passages en classe supérieure automatiques, c'est la valeur du diplôme et l'élève lui-même, qui sont au final dévalués.

Dans la même logique, le collège unique serait la garantie de l'égalité.

Ah le beau tabou que voilà : le collège unique, vecteur de réussite et de progrès social !

C'est bien sûr tout le contraire !

Arrêtons-nous un instant sur le sujet. Car c'est un sujet important.

Pour notre ministre Tartuffe de l'Education nationale « le collège unique a été (je cite) un progrès extraordinaire ». Je vous jure, ce sont ses mots exacts.

Franchement entre-nous, à ce stade là ça ne peut plus être de l'incompétence. C'est trop gros :

C'est à se demander s'il n'y a pas une volonté assumée de ruiner le modèle public de l'Education nationale, et c'est en tout cas - qu'ils le veuillent consciemment ou non - une garantie objective d'organiser une fuite vers l'école privée et vers le hors contrat, une fuite contrainte et forcée.

On savait déjà que le président de la République a libéralisé les jeux d'argent pour ses amis du Fouquet's. Il faudrait donc regarder s'il n'a pas des amis chez Acadomia et Complétude...

Dans la même logique, on commence d'ailleurs gentiment mais sûrement à nous vendre « l'autonomie » comme la solution miracle. Mais l'autonomie, c'est la rupture brutale et définitive du pacte du républicain. C'est « toujours plus pour les plus favorisés », et toujours moins pour les autres.

Je le vois dans ma banlieue de l'Essonne, le collège reste malgré tout – encore - l'un des derniers creusets républicains. Malgré tous les problèmes. Et, grâce au travail admirable de véritables hussards de la République, il reste encore un peu d'espoir dans nos quartiers.

L'autonomie, cela serait - certes la garantie pour certains établissements de pouvoir sélectionner leurs élèves et tenir leurs classes - mais cela serait surtout une défaite idéologique en rase campagne, l'acceptation d'une Ecole à deux vitesses alors que nous avons pourtant les moyens humains et techniques de ne pas s'abandonner au terrible modèle américain, qui ne fera que favoriser encore plus la reproduction sociale et élargir encore plus le trou aujourd'hui béant des inégalités.

Les mêmes nous expliquent ensuite que ***le bac devrait se transformer en un « contrôle continu »***.

C'est à mon avis une fausse bonne solution.

Je vais vous dire pourquoi : il suffit de dresser le bilan du Brevet - désormais accordé en grande partie par contrôle continu. On peut facilement constater l'ampleur de son discrédit : pas la peine d'un long discours.

En réalité, la multiplication des matières secondaires généreusement notées - associée à la surévaluation systématique des notes dans les matières principales - dope artificiellement les résultats, et pervertit les diplômes.

L'école, le collège, le lycée et l'université sont donc devenus des trompe-l'œil où – pour paraphraser Sophie Coignard une nouvelle fois « *se joue la comédie de la réussite* ».

Enfin, la dernière idée reçue à abattre aujourd'hui, c'est celle qui nous explique – bien entendu – que *la prévention vaut mieux que la discipline*.

Ah ! La prévention !

Vous l'imaginez facilement, je m'insurge contre cette assertion. L'école de la République c'est l'école du mérite – certes. Mais l'école, ça se mérite aussi !

Il ne faut pas donner le pouvoir aux agitateurs de nuire aux élèves méritants.

Or, tout le monde sait que dans certains collèges les bons élèves font en sorte de ne pas obtenir de trop bonnes notes, craignant de devenir les souffre-douleurs de petits caïds en herbe.

Dans les quartiers difficiles, l'envoi de ces bons élèves vers des internats d'excellence est à ce titre un scandaleux aveu d'échec du gouvernement. Car bien entendu, c'est de chaque établissement scolaire qu'il faut faire un "internat d'excellence" !

Commençons par multiplier le nombre de surveillants par trois, et nos élèves seront bien mieux surveillés... C'est d'ailleurs aussi l'une des raisons pour lesquelles je veux sortir de l'euro : retrouver notre liberté monétaire et pouvoir investir de nouveau dans l'avenir, dans l'Education nationale et le progrès social, plutôt que de laisser l'Etat se faire racketter par les banques privées et payer des intérêts de la dette plutôt que des professeurs dans nos lycées.

Je revendique en tout cas sur ce point par conséquent exactement l'inverse de ce que fait le gouvernement : c'est aux petits caïds de quitter leur école et non aux bons élèves ! N'en déplaise à Monsieur Sarkozy, lui qui n'a nettoyé aux Kärcher que les effectifs de l'Education Nationale et des commissariats.

Alors oui j'ose le dire, l'Education nationale doit sérieusement envisager de déléguer les graves perturbateurs à des écoles à encadrement militaire.

Et je vais vous raconter une petite anecdote. Car que n'ai-je pas entendu lorsque j'ai décidé de faire nettoyer le tableau chaque soir aux élèves dans les classes de ma ville, et de leur faire mettre la chaise sur la table en partant !

Vous l'avez donc compris, toutes ces idées reçues sont autant de façon de brouiller les pistes, autant de mauvaises voies empruntées par l'Education nationale, au profit de toujours les mêmes et au détriment de toujours les mêmes.

A ce stade de la convention, je pense que les coupables sont clairement démasqués, les raisons du fiasco clairement mises sur la table, et les principales idées reçues sur l'école complètement démontées.

Alors maintenant, que faire ?

Car une fois dénoncé ce pacte mortel pour notre pays, quelles solutions apporter pour sortir de ce piège ?

Et bien je souhaite conclure mon allocution par des propositions très concrètes, et de nature à redonner espoir aux français. C'est ce que je ferai maintenant – brièvement, certes, mais avec force et détermination.

Proposer des solutions radicales et exiger leur mise en œuvre, c'est ce que nous devons porter ensemble comme projet commun. A cet égard, la caisse de résonance que vous m'offrez aujourd'hui par votre combat, par votre présence, je veux la mettre au service de l'intérêt général et des français – vous le savez - et donc de l'Education nationale.

La dernière convention que nous avons tenue dans ces murs portait sur le plein emploi. C'était salle Victor Hugo et là encore nous étions trop nombreux pour la salle. C'est là que nous avons été les premiers – je dis bien les premiers, souvenez-vous - à évoquer une sortie de l'euro. Et vous le savez, cette proposition a ensuite donné lieu à un débat d'ampleur nationale. En aparté, j'attends d'ailleurs toujours que le président de la République accepte de débattre avec moi, lui qui semble faire de la défense de l'euro une véritable question identitaire, bien plus qu'une simple question d'efficacité économique. Lui qui semble prêt à sacrifier nos emplois et l'idée européenne sur l'autel d'une monnaie de banquiers.

Face au fiasco de l'Ecole, face à tant de vies brisées, tant de carrières compromises et de souffrance engendrées, face à un tel gâchis humain (*car il faut aller voir dans les banlieues le gâchis humain, j'invite les technocrates de la rue de Grenelle à venir dans mes quartiers*) – et finalement face à un tel coût pour la société (RMI, exclusion sociale, perte de compétitivité du pays) – il faut réagir, enfin réagir, réagir vraiment.

Faire de l'Ecole publique la priorité des priorités. D'ailleurs Danton n'a-t-il pas prononcé le 13 août 1793 à la tribune de la Convention une formule restée célèbre, en expliquant que l'éducation était « après le pain, le premier besoin d'un peuple ».

« Après le pain, le premier besoin d'un peuple » : c'est-à-dire, en pratique, le premier besoin de tout peuple vivant. Le tout premier. C'est l'éducation. C'est dire l'ampleur de la tâche qui s'ouvre à nous.

Et là encore, comme dans les autres domaines, face à l'ampleur de cette tâche, nous devons nous faire confiance, arrêter de nous lamenter et trouver en nous-mêmes les ressources pour redresser la barre.

Et nous nous appuyerons donc pour cela – une fois n'est pas coutume - sur la communauté nationale, sur la nation, pour mener à bien ces réformes, s'il le faut par référendum. Car la nation, c'est le cadre démocratique.

En fait, et en deux mots, l'école doit redevenir une véritable "institution nationale". Car il n'y a pas de République sans une Ecole publique forte et fière. C'est-à-dire sans mêler les futurs citoyens d'une même nation, sans les nourrir de talents, de savoirs, de science, de culture. En un mot, d'humanité. Car s'il n'y a plus de nation à l'école, ne nous étonnons pas des affrontements, du rejet et des haines qui meurtrissent nos banlieues.

Ne nous étonnons pas de la disparation du sentiment d'appartenance. Ne nous étonnons pas de voir l'ascenseur républicain en panne. En fait, aujourd'hui, le sanctuaire de l'égalité républicaine qu'était l'école autrefois, est devenu le principal lieu d'injustice sociale pour les enfants.

D'ailleurs avez-vous remarqué que ces derniers construisent désormais leur personnalité par le biais de la possession matérielle ? Je veux parler notamment des vêtements de marques. Or, nous voulons rétablir dans les classes une discipline exigeante et émancipatrice. C'est pourquoi je proposerai aux établissements qui le souhaitent le retour à l'uniforme pour symboliquement favoriser l'intérêt général face à l'intérêt individuel, et favoriser l'intégration des plus modestes.

Comme je le lisais dans une tribune de la revue républicaine, « qu'importe les difficultés pratiques, la force symbolique d'une telle mesure marquera les esprits. La République dans son idéal veut que les enfants ne soient pas discriminés par la classe sociale à laquelle ils appartiennent.

Nos valeurs républicaines nous obligent à réduire le terrible sentiment d'injustice sociale qui existe dans les cours d'écoles, et *a fortiori* quand il est basé sur la fortune. »

Dans cette même logique, je veux que chaque enfant quel que soit son milieu ait la chance de pouvoir connaître un jour une relation maître - l'élève où la transmission des savoir, l'accès à la connaissance ouvre l'esprit à l'intelligence.

Mais pour cela, le maître doit être respecté et l'élève encouragé.

C'est pourquoi je veux rétablir l'aura et l'autorité du maître sur sa classe. Ses décisions doivent être souveraines, et soutenues par sa hiérarchie face aux familles.

Là sera la vraie révolution !

Cela implique concrètement deux actions :

- D'abord une revalorisation du salaire des enseignants.

Je veux augmenter de 30% la présence des enseignants (volontaires) à l'école, et augmenter ainsi de 30% leurs salaires.

Les enseignants doivent retrouver leur statut d'avant mai 68, ils doivent être respectés et considérés, et le salaire est un élément déterminant de leur statut.

Il est évident que le collégien ne doit pas gagner plus d'argent en quelques « deals » de « shit » que le professeur, ou plus d'argent de poche que lui dans les beaux quartiers.

Le salaire est donc un élément central du nouveau contrat que nous proposons. Nous donnerons aux professeurs et aux instituteurs qui le souhaitent la possibilité de travailler plus. Et je vais vous dire pourquoi ça fonctionnera : tout simplement car ils le font déjà !

Je suis en effet très agréablement surpris par la prise de conscience et le réveil du corps enseignant, qui a souvent été manipulé et qui a compris aujourd'hui – du moins je le crois - qu'ils avaient été les idiots utiles d'un système qui ne leur a rien apporté de bon.

Raconter ici ce que vous disent ceux que vous rencontrez sur le terrain.

- il faudra également mettre fin aux conseils de discipline et à la fameuse circulaire Jack Lang.

Là encore, il s'agit tout simplement de replacer le maître au centre du dispositif.

Aujourd'hui, un enseignant a perdu tout pouvoir de direction sur sa classe. S'il veut sanctionner un élève, il ne le peut pas ! Il est contraint de passer par un conseil de discipline où il se retrouve minoritaire, battu par l'administration et même les parents d'élèves !

Et cas exceptionnel, si le conseil de discipline prononce une mesure forte - par exemple d'exclusion - alors c'est carrément l'Académie qui appelle directement pour demander au proviseur de garder l'élève récalcitrant car sinon, « que va-t-il faire » ?

Je l'ai vécu dans ma ville. On croit rêver.

Egalement, je veux rendre au bac ses lettres de noblesse en réduisant les coefficients des matières véritablement exotiques, et en imposant des notes éliminatoires aux épreuves majeures de la filière choisie.

Je veux également rendre au brevet sa valeur initiale.

Pour mémoire, un élève en fin troisième de 1976 sortait du collège avec, dans sa besace éducative, 2800 heures de Français depuis le cours préparatoire.

En 2004, il en avait eu 800 de moins - soit deux ans et demi de cours de moins ! Je dis bien deux ans et demi de cours de moins. C'est juste inadmissible.

Il faudra bien aussi je le concède s'attaquer aux programmes. Nous n'en ferons malheureusement pas l'économie.

Je passe sur l'europhisme des programmes qui nous racontent une histoire fantasmée, cheval de Troie de la mondialisation inhumaine, et les agendas scolaire de la Commission européenne qui signalent toutes les fêtes religieuses sauf Noël... Soit c'est volontaire et c'est d'une violence inouïe. Soit c'est involontaire, et c'est-à-dire qu'ils ont tous oublié Noël parmi les fêtes à signaler dans l'année. Je n'arrive toujours pas à savoir ce qui est plus inquiétant.

Autre absurdité : aujourd'hui, les programmes n'ont plus rien de chronologique. Il est vrai qu'on empêche ainsi de comprendre le déroulé de la construction d'une nation, tuant dans l'œuf toute passion pour la patrie, pour le destin collectif. Et que l'on peut mieux vanter les vertus de loi du marché.

Les manuels, eux, deviennent comme CLOSER ou VOICI : beaucoup de photos vides de sens, et ... peu de textes !

Je pourrais citer également la suppression de l'histoire-géo en Terminale S... Sans compter le contenu lui-même des cours d'histoire-géo pour ceux qui auraient encore la chance de recevoir cet enseignement quelque part !

Sans parler enfin de toutes ces défaites qu'on nous ressasse et de toute cette repentance qu'on nous rabâche à longueur de pages et de programmes.

Il faudra donc tout revisiter !

Je veux aussi que le redoublement devienne la règle dès lors que le conseil de classe constate que le niveau est insuffisant.

Le redoublement doit être à la fois une sanction méritée, et également une deuxième chance offerte à l'élève.

Je recherche le même objectif en proposant un soutien personnalisé pour les élèves en difficulté en cours d'année.

Je veux qu'on révoque les proviseurs qui ne font pas régner l'ordre et la sérénité dans leur établissement.

Ils devront notamment respecter une charte nationale de sanctions minimales, parce que l'école doit redevenir impérativement sereine pour les enseignants et les élèves.

Enfin, et ce n'est pas rien, je veux rompre avec le collège unique pour que chaque élève puisse précocement cultiver ses points forts dans une spécialité choisie, au lieu de pratiquer l'acharnement thérapeutique dans une filière générale.

A la fin de la 5^{ème}, je propose un certificat validant l'acquisition des savoirs fondamentaux.

Ensuite, les élèves pourront choisir des voies diversifiées en fonction de leurs centres d'intérêts.

CONCLUSION

En conclusion, nous devons donc pour mettre en œuvre cette révolution véritablement nettoyer l'administration du ministère de l'idéologie qui détruit de l'intérieur ce que l'on a maladroitement nommé le « mammouth ».

Car les professeurs - vous l'avez compris - sont comme les élèves et les parents d'élèves, les victimes d'une idéologie contre-productive.

D'ailleurs, quand on nous parle de 16000 postes en moins dans l'Education nationale, combien de postes en moins dans la haute administration du ministère ? Je pose la question. Zéro, bien sûr.

Alors oui, une fois ces apparatchiks en « grandes vacances », nous pourrions revenir à des programmes scolaires sérieux, et à une pédagogie qui privilégie le savoir.

Nous reviendrons aussi à une meilleure formation des maîtres et des professeurs. Une vraie formation.

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur le sujet mais le temps me manque : quant on pense qu'il a fallu réquisitionner un haut fonctionnaire du ministère de l'Education afin qu'il se plie à l'ordre qui lui avait été transmis de donner des directives sur la dictée...

Je ne regrette donc pas, vous l'avez compris, l'emploi du terme : « nettoyer ».

Et c'est aussi pourquoi, symboliquement, nous rebaptiserons l'Education nationale en « INSTRUCTION publique ». Le ministère de la rue de Grenelle deviendra donc le ministère de l'Instruction publique. Car les professeurs et les instituteurs ne sont PAS des éducateurs. Ils ont au contraire pour mission d'instruire, et nous remettrons un nom sur cette noble tâche.

On dit parfois que l'éducation est « ce qui manque à l'ignorant pour reconnaître qu'il ne sait rien ».

C'est donc bien d'éducation dont ont manqué les ministres qui se sont succédés rue de Grenelle depuis 25 ans, car ils ne semblent toujours pas avoir conscience des dégâts profonds qu'ils ont causé à notre pays, eux qui font semblant d'ignorer les conséquences désastreuses de problèmes dont ils chérissent tant les causes.

Alors je ne sais pas si c'est un véritable « pacte » tacite qu'ont passé quelques oligarques ultra libéraux avec les pédagogistes bobos soixante-huitards, mais ce que je sais en tout cas, c'est que nous avons pour mission, jusqu'en 2012, d'expliquer partout et tout le temps combien l'école républicaine est la base de la République, combien nous devons faire porter tous nos efforts sur l'Education nationale, pour l'avenir de nos enfants, mais plus largement encore, pour le salut de notre modèle de société.

En pratique, sauver les élèves et les enseignants du naufrage n'est donc pas si difficile.

C'est juste une question de reprise en main de la rue de Grenelle et de son idéologie diabolique.

En fait, c'est finalement une simple question de volonté politique.

A nous désormais de prendre le pouvoir pour remettre le bon sens à l'ordre du jour de l'Education nationale.

Vive l'Instruction publique, vive la République et vive la France !